

L'honorable M. O'Leary: Je vous ai demandé votre sage conseil à ce sujet. Vous parliez de chômage et citiez des chiffres très farfelus.

L'honorable M. Hicks: J'ai cité des chiffres concernant le chômage qui ne sont pas contestables, je crois, sans essayer de dissimuler l'urgence de la situation.

L'honorable M. O'Leary: Certains d'entre nous vont bientôt s'endormir.

L'honorable M. Hicks: Je tentais simplement de souligner, honorables sénateurs, l'accroissement considérable du nombre d'emplois au Canada bien que l'augmentation de la population active ait été plus rapide. Le taux d'accroissement des emplois a pourtant été plus élevé que dans n'importe quel autre pays industrialisé.

L'honorable M. Flynn: Voilà la réponse.

L'honorable M. Hicks: L'inflation est un problème tout à fait différent et, si mon honorable collègue me le permet, je ne parlerai pas de cette question ce soir.

L'honorable M. O'Leary: Cela vaudra mieux; sinon vous auriez des problèmes.

L'honorable M. Hicks: Je pense, honorables sénateurs, que tous ceux qui ont osé s'attaquer à l'inflation dans le monde occidental ont eu des ennuis.

L'honorable M. O'Leary: L'inflation est plus prononcée au Canada que partout ailleurs et vous le savez bien.

L'honorable M. Hicks: La tâche n'est pas facile. Mon honorable collègue suggère-t-il de contrôler toute l'économie? C'est le seul type d'économie que je sache où l'inflation n'existe pas. Si on doit le faire et contrôler les prix et tout ce qui contribue au cycle de l'inflation, nous devons alors contrôler la vie des gens et beaucoup d'autres choses. Mon très honorable ami doit le savoir aussi bien que moi.

L'honorable M. O'Leary: Je le sais et je suis d'accord avec vous.

L'honorable M. Hicks: Je veux encore mentionner les propositions précises qui ont été faites pour améliorer notre politique sociale au Canada, particulièrement la proposition voulant qu'on encourage des investisseurs à prêter leur argent pour subvenir aux besoins du logement. Il sera intéressant de voir comment le gouvernement se propose d'appliquer cette proposition. D'après moi, une des modifications apportées à la loi de l'impôt sur le revenu, dont j'ai parlé il y a un moment, a un effet directement contraire, car elle isole les différentes catégories de revenus des contribuables et rend impossible la compensation de toute perte, particulièrement celle qui résulte de l'amortissement et qui pourrait être appliquée à une autre source de revenu. De fait, nos lois ont contenu des mesures propices à rebuter les investissements dans le logement. Il sera intéressant de voir comment le gouvernement envisage de remédier à la situation. Je conviens qu'il

[L'honorable M. Hicks.]

est nécessaire d'y remédier, et il sera dans l'intérêt du pays tout entier de prendre des mesures qui permettent d'obtenir les résultats souhaités.

• (2120)

Je m'intéresse également aux propositions concernant l'aptitude physique et la santé des Canadiens. Il me semble que c'est un domaine où le Canada est en retard par rapport aux autres pays industrialisés. Je ne parle pas seulement de gagner des médailles olympiques et de participer aux compétitions internationales, ce qui est important pour les pays et les individus, mais il importe qu'un peuple vigoureux, comme les Canadiens sont réputés l'être, demeure vigoureux, actif et sain. Nous sommes en retard par rapport aux pays industrialisés—peut-être est-ce dû au fait que les responsabilités sont divisées entre les gouvernements fédéral et provinciaux—sur le plan de la contribution gouvernementale aux programmes d'aptitude physique et de santé. Les deux partis politiques ont maintenant pris un excellent départ, et je suis heureux de constater que cette question fera l'objet d'une étude approfondie.

Enfin, je m'intéresse aux propositions que contient le discours du trône au sujet de la politique canadienne relative à l'écologie et à l'environnement. Il est très populaire à l'heure actuelle de parler de l'environnement et des questions écologiques, et il importe que le Parlement profite de ce que l'opinion publique semble être favorable à l'amélioration de l'environnement, même si cela implique certaines dépenses de la part des contribuables et des citoyens de notre pays. Il faut en profiter et «battre le fer pendant qu'il est chaud.»

On a parlé tout particulièrement de l'importance de la science et de la technologie maritimes. C'est ici que j'envie de faire la seule remarque personnelle que contiennent mes observations.

L'année dernière, l'Université de Dalhousie, en Nouvelle-Écosse, université où j'ai personnellement étudié, a construit un magnifique centre de recherches que nous appelons notre centre des sciences de la vie. Il abrite le département de biologie fortement orienté vers les problèmes de biologie marine, ce qui convient à une université située près de la mer, et l'Institut d'océanographie de Dalhousie qui travaille de concert avec l'Institut d'océanographie de Bedford, l'organisme fédéral situé sur la côte atlantique. Chez les scientifiques, il y a des nominations mixtes dans les deux institutions; l'enseignement et la recherche se font sur une base parfaitement coopérative dans l'une comme dans l'autre. En plus, le centre accueille le département de psychologie expérimentale qui se penche sur tous les aspects de la vie, dont un grand nombre touchent de près la vie marine.

L'ensemble des installations, qui ont coûté 19 millions de dollars, est dû à un effort des gouvernements tant fédéral que provincial, avec l'aide du Conseil national de recherches et de l'ancien Office d'expansion économique de la région atlantique.